

Elections Législatives du 5 Mars 1967

3e Circonscription (Mauléon)

PIERRE ETCHANDY

Candidat de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Électeurs, Electrices,

Il y a neuf ans que la France est sous régime gauliste En neuf ans de pouvoir, on peut, sans doute, avoir donné l'exacte mesure de sa valeur. Or, que constate-t-on, dans notre petit coin de France d'abord, dans tout le pays ensuite ?

OUVRIERS — Dans notre circonscription de Mauléon, il y a deux cités ouvrières : Mauléon et Hasparren. Elles sont dans le marasme le plus navrant. Les usines ferment les unes après les autres. Le chômage y étend ses griffes de misère. Les salaires sont anormalement bas. Aucune sécurité de l'emploi. Licenciements, réduction d'horaires, diminution du pouvoir d'achat : tel est le sort des ouvriers d'Hasparren et de Mauléon, qui pourtant ont droit à la vie, qui ont des enfants à nourrir et à élever, ou de vieux parents à réconforter. Triste sort en vérité.

PAYSANS — La campagne et la montagne basques se vident parce que la terre ne nourrit pas son homme d'abord, et que l'aménagement rural ne s'est pas fait. Adductions d'eau, réseaux d'assainissement, électrification: dans tous ces domaines, le retard est conséquent. Le logement agricole est souvent misérable, le revenu agricole très maigre, ne permettant pas au paysan d'effectuer les améliorations nécessaires à un standing de vie moderne. Cela décourage le rural et incite les jeunes à quitter le milieu familial.

ARTISANS — L'artisanat se meurt. Les grosses entreprises l'étouffent. Les avantages sociaux sont inexistants ; pas de Sécurité Sociale. Les impôts deviennent de plus en plus lourds et les forfaits sont automatiquement majorés tous les 2 ans de 25 à 30 %.

Quittons notre Circonscription et écoutons : mineurs du Pas de Calais en grève, vent de révolte en Bretagne, manifestation des cultivateurs landais ; pluie de tomates par les marins de Quimper sur Pompidou, chahut indescriptible des ouvriers de chez Dassault à Bordeaux et de Sud-Aviation à Toulouse, etc..., etc...

Neuf années de Gaullisme... En neuf années, si l'on compte la dévaluation Pinay, c'est une dégradation de 60 % qu'a connue le franc. Les prix montent régulièrement de 4 % par an. 300.000 chômeurs sont décomptés. Les budgets accusent des "impasses" sans cesse en progrès. Le bâtiment s'enfonce dans le marasme. Les investissements restent toujours réticents. Face aux folles dépenses de prestige distribuées pour que s'élèvent surtout et avant tout les fumées d'encens, face aux centaines de milliards engloutis et perdus dans les sables du Sahara pour une "Force de Frappe" dérisoire, face aux centaines de milliards jetés sur les "Atolls" du Pacifique, savants et chercheurs dressent leur réquisitoire. Le corps médical lance le cri de sa conscience. Les Prix Nobel de Médecine font appel aux bourses américaines pour continuer leurs recherches, et les bidonvilles sont toujours l'ornement des banlieues parisiennes. **Face à cette faillite de la politique gaulliste, la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste fixe devant l'opinion publique les termes d'un Programme qu'elle propose aux Citoyens.**

UNE SOCIÉTÉ DE CITOYENS LIBRES — Tout dépend aujourd'hui de la volonté d'un seul. Nous lui opposons la volonté de tous qui doit s'exprimer dans une société de liberté. Pour mettre fin au régime de pouvoir personnel et pour assurer la stabilité dans une démocratie authentique, nous proposons : la suppression ou la révision des articles de la Constitution utilisés pour établir le pouvoir personnel. — Un contrat entre la majorité de l'Assemblée et le Gouvernement pour la durée de la législature, avec retour devant les électeurs en cas de crise ministérielle. — Une cour suprême constitutionnelle protégeant les libertés et la loi républicaine contre tous les arbitraires. — La liberté de l'information et l'indépendance de la Radio-télévision à l'égard de tous les pouvoirs. — L'abolition des restrictions au droit de grève et la reconnaissance des syndicats dans l'entreprise. — L'épanouissement des libertés des communes en leur confiant les moyens de gérer leurs propres affaires

UNE ÉCONOMIE DE PROGRÈS — Une nation moderne doit avoir la volonté de développer le bien-être de tous, de répartir équitablement les résultats de la production, de reconnaître aux salariés, aux agriculteurs et aux intellectuels les droits qui sont les leurs et de respecter la priorité pour les besoins essentiels : l'enseignement, le logement, la santé... Malheureusement la France de 1966 n'est pas une nation moderne. Un bilan complet de la gestion gaulliste le fera apparaître. Les besoins prioritaires ne sont pas assurés. Nous proposons donc les mesures économiques et financières suivantes :

— Un plan démocratique, discuté de la base locale au niveau national, décidé par le Parlement pour la durée de la législature. — La sélection des dépenses d'équipement financées par l'état, afin d'augmenter la production dans les secteurs indispensables à un pays moderne : les transports, la construction, le téléphone... — La nationalisation des industries de l'armement et de l'espace et le contrôle de celles qui vivent d'abord des crédits de l'état. Une economie dynamique exige et permet des finances saines. Celles-ci sont inséparables de la justice fiscale. Nous proposons donc :

— Le relèvement de l'abattement à la base pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques, payé essentiellement par les salariés. — La supression des exonérations que le gaullisme a créées pour les gros revenus et la lutte contre la fraude fiscale.

— La détaxation des produits de consommation courante. — La taxation des plus-values capitalistes. — La réforme des droits de succession au profit des héritages modestes. — La lutte contre la spéculation sur les terrains, pour permettre aux communes de disposer des moyens nécessaires à une politique d'expansion, d'équipement et de logement. — La création d'une banque nationale d'investissements.

UNE AGRICULTURE MODERNE — L'agriculture est un élément fondamental de la vie d'un pays. Sa transformation sous l'effet des besoins et des techniques est d'une réalité pressante. Une politique cohérente doit intégrer l'agriculture dans l'économie générale pour assurer aux agriculteurs la parité des revenus. Nous proposons :

— La recherche de nouveaux débouchés pour les produits agricoles par l'unité politique de l'Europe, par l'élargissement du Marché Commun et par le développement de l'aide au Tiers Monde. — La hausse des revenus agricoles par la modernisation de la production, la réforme de la distribution, le développement de l'enseignement et l'association de l'agriculture aux industries alimentaires. — L'exonération de l'impôt sur le revenu pour les petits exploitants et la diminution de la T.V.A. pour les produits nécessaires aux agriculteurs. — Le développement de la coopération et de l'équipement collectif (eau, habitat, électricité, etc..), la lutte contre le démembrement et contre la hausse des prix du sol. — La création d'un office national de la viande pour le développement de l'élevage.

LES FONDEMENTS DE LA JUSTICE SOCIALE — L'augmentation de la production et les progrès de la technique devraient toujours entraîner un relèvement continu du niveau de vie. Une véritable démocratie ne peut se contenter d'affirmer des droits politiques; elle suppose la reconnaissance de droits économiques et sociaux assurant les égalités essentielles entre tous.

— Le droit au travail exige le relèvement des salaires, traitements et retraites, la réduction progressive de la durée hebdomadaire du travail, la suppression des zones de salaires, l'indexation du S.M.I.G. sur le coût de la vie et sur la croissance de la production, le plein emploi et une politique préventive de reconversion. — Le droit à la santé exige l'extension et la modernisation du secteur public hospitalier, des salaires décents pour les personnels hospitaliers, une aide accrue à la recherche médicale, la généralisation des conventions entre le corps médical et la sécurité sociale, la création d'un office central des industries pharmaceutiques

— Le droit au logement exige la construction de 600.000 logements par an, dont 350.000 logements sociaux, la prééminence de l'initiative publique en matière d'urbanisme, la création d'un organisme financier public accordant pour le logement des crédits de longue durée. — Le droit à la solidarité nationale exige : pour les handicapés, l'accroissement des crédits pour la réadaptation. Pour les victimes de la guerre et les anciens combattants, le respect du rapport constant. — Pour les rapatriés d'Algérie, l'indemnisation sur la base de la loi de 1946 (dommages de guerre). — Pour les personnes âgées, l'abaissement de l'âge de la retraite et le relèvement des crédits du Fonds national de solidarité. — Pour les familles, l'augmentation et l'unification des allocations familiales.

LA PROMOTION DE LA FEMME — La dignité de la femme sera reconnue pour assurer sa promotion personnelle. Ce qui suppose : l'abrogation des textes qui interdisent le contrôle des naissances et qui s'opposent à la maternité heureuse et volontaire. — Le respect du principe «A travail égal, salaire égal». — Le remboursement à 100 % des congés de maternité. — Le développement des équipements sociaux, notamment les crèches, les centres de protection maternelle et infantile, les écoles maternelles et les colonies de vacances. — L'égalité juridique entre les époux et le libre accès des femmes aux emplois et fonctions.

LA PRIORITÉ DES PRIORITÉS A L'ÉDUCATION NATIONALE — Pour donner à la jeunesse l'égalité des chances dans la vie et lui apporter le droit à un avenir heureux, il est indispensable de moderniser et de démocratiser l'enseignement, de développer la recherche scientifique et de promouvoir une politique de la jeunesse et des loisirs. Nous proposons : la prolongation de la scolarité obligatoire à 18 ans. — La revalorisation de la fonction enseignante. — Le rétablissement de l'indépendance de l'Université et la concentration de tous les enseignements et de tous les services para-scolaires et de la jeunesse au sein d'un grand ministère de l'éducation nationale. — Le développement des constructions scolaires, notamment pour les écoles maternelles et l'enseignement technique. - L'augmentation des bourses et l'allocation d'études dans l'enseignement supérieur. - Le rétablissement de la cogestion universitaire. -- La gratuité de l'enseignement avant et pendant la scolarité obligatoire. - La refonte et l'allègement des programmes. — Le respect de la laïcité de l'école et du devoir essentiel de l'Etat à l'égard de ses écoles.

Pour la recherche scientifique, nous proposons : l'augmentation des crédits pour la recherche fondamentale et industrielle au lieu de la recherche militaire. -- L'amélioration de la carrière des chercheurs. -- Pour la Jeunesse, nous proposons : l'abaissement de la majorité civile et civique à 18 ans. - L'abaissement de la durée du service militaire à 12 mois, puis à 8 mois. - Le développement de l'éducation physique et des installations sportives. - Le développement des institutions culturelles (maisons de la culture, maisons de jeunes, organismes populaires de voyage et de tourisme, etc...). - L'aide de l'état aux arts et lettres et à la diffusion de la culture.

LA PAIX DANS UN MONDE ORGANISÉ — La Paix est le bien le plus précieux, la guerre le pire des maux. L'arme atomique peut détruire l'Humanité. Les plus grands savants et les plus hautes autorités spirituelles ont lancé à cet égard des avertissements solennels. Le devoir de tous est d'agir pour le règlement pacifique des conflits par la création d'un système d'arbitrage international transposant au niveau des nations les règles régissant les relations entre les citoyens d'un même pays. Nous proposons: La renonciation à la force de frappe atomique, la reconversion à des fins pacifiques de l'industrie atomique d'armement et la coopération atomique européenne et internationale en faveur des œuvres de paix. — Une action cohérente de la France en faveur du désarmement général, simultané et contrôlé par la participation de notre pays à la Conférence de Genève, la signature des accords de Moscou sur la cessation des essais nucléaires et la proposition d'un plan de désarmement progressif et d'un accord général contre la dissémination des armes nucléaires. — Une action concertée de la France en faveur de la sécurité collective et de la coexistance pacifique par la réforme de l'Alliance Atlantique, par un règlement négocié sous contrôle international de la guerre au Vietnam, par un pacte européen de sécurité collective et par la réunion d'une conférence mondiale sur la coexistence pacifique et la sécurité collective. — Une action énergique de la France pour la construction d'une Europe des peuples, garantie par l'élection au suffrage universel d'un Parlement européen, élargie à la Grande Bretagne et aux états scandinaves, liée aux peuples de l'Est européen par des institutions communes. — Une action concrète de la France en direction du Tiers Monde, tendant à assurer par une aide organisée internationalement les besoins des deux milliards d'êtres humains supportant toujours la faim et l'ignorance.

FRANÇAISES, FRANÇAIS ! *La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste prend l'engagement solennel de réaliser au pouvoir le programme qu'elle vous présente. La Fédération vous propose ainsi un véritable contrat dont l'application dépend d'abord de vous, de votre volonté de participer directement aux affaires de notre pays, de votre désir d'assurer l'union des forces de gauche et de progrès sur des bases réalistes. En vous prononçant massivement pour le programme de la Fédération et pour ses Candidats, vous vous dresserez contre un régime de pouvoir personnel, de stagnation et de nationalisme et vous vous prononcerez pour la démocratie au service de l'homme, l'expansion au service de la justice et l'Europe au service de la paix.*

Votez pour la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste !

Le Candidat : **Pierre ETCHANDY,** *Instituteur à St-Jean-Pied-de-Port*

Le Remplacant : **François LUC,** *Jeune Ouvrier d'Hasparren*

ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1967

CIRCONSCRIPTION DE BAYONNE

AVEC DE GAULLE POUR LA FRANCE

ELECTRICES, ELECTEURS,

SI VOUS VOULEZ que soit continuée la politique de progrès de paix, d'indépendance de la Vme République,

SI VOUS ENTENDEZ confirmer votre vote des élections présidentielles où 61 % d'entre vous ont opté pour le général de Gaulle,

SI VOUS DESIREZ que soient étudiés tous vos problèmes locaux avec le sérieux et les connaissances qui caractérisent le travail d'un administrateur formé à la Banque de France,

SI VOUS ESTIMEZ que doivent être apportés à la réalisation de ces problèmes la loyauté, le dynamisme, le courage et la foi qui sont les qualités de l'homme habitué à la rude et stricte discipline du travail et du sport,

SI VOUS EXIGEZ un député à temps complet, exclusivement attaché à sa mission qui sera le représentant de toute la circonscription, sans avoir d'obligations professionnelles, municipales ou cantonales, alors,

choisissez

Bernard MARIE

qui, libéré de ses fonctions de direction à la Banque de France, s'engage à consacrer tout son temps à la défense des intérêts de la France et du Pays Basque

Bernard MARIE

Licencié en droit
CHEF DE SERVICE A LA BANQUE DE FRANCE

C'est un homme DYNAMIQUE, EFFICACE, ENTHOUSIASTE
Ce sera UN DEPUTE PLEIN TEMPS

VOTEZ STABILITE



VOTEZ MAJORITE

Impr. Mendiboure — Anglet